

La dissension gronde de plus en plus dans les rangs de la communauté blanche sud-africaine. Les efforts sont davantage coordonnés et axés sur les besoins des États de la ligne de front et leur développement, et le régime sud-africain a modifié certaines lois d'apartheid mesquin, notamment. Mais beaucoup d'autres choses n'ont pas changé. La discrimination raciale systématique reste au coeur de la politique sud-africaine. Les Noirs ne peuvent toujours pas voter et vivre sur un pied d'égalité avec les autres Sud-Africains dans leur propre pays. On musèle la presse, on emprisonne les enfants, la violence s'étend. Le sombre avertissement lancé par le Groupe de personnalités éminentes n'a rien perdu de son urgence et de sa pertinence: à défaut d'un règlement négocié, le chaos, le carnage et la destruction régneront, et l'on pourrait assister au pire bain de sang depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le Canada a adopté des sanctions. Nous accroissons notre aide à la SADCC et aux États de la ligne de front. Nous avons des contacts avec l'ANC, nous collaborons avec le Fonds pour l'Afrique; nous cherchons à convaincre nos alliés d'intensifier les pressions, et nous usons de notre influence au Commonwealth et au sein des instances compétentes des Nations Unies. Nous continuerons de prendre de nouvelles mesures, de préférence de concert avec d'autres, de sa façon à en maximiser l'impact et à maintenir et renforcer la pression contre l'apartheid.

Deux questions nous préoccupent: des changements réels peuvent-ils se produire avant qu'une violence sans précédent n'éclate, et qu'est-ce que le Canada peut faire pour précipiter ces changements? Personne ne peut répondre à la première question et le Premier ministre et moi seront heureux de connaître les réponses que vos délibérations permettront d'apporter à la deuxième.

Je vous remercie beaucoup de votre attention.